



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales

Nîmes, le **29 MARS 2013**

Bureau des Procédures
Environnementales
Réf. : BPE/LBA – DJ/2013
Affaire suivie par : Didier JALLAIS
☎ 04 66 36 43 03
didier.jallais@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ de MISE EN DEMEURE

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.514-1 et L.541-3 ;

VU le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.091N du 20 juillet 2012 autorisant la poursuite de l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'un centre de véhicules hors d'usage (VHU) et d'une installation de broyage de VHU et portant agrément du centre VHU et renouvellement d'agrément de l'installation de broyage de VHU, par la **SAS PURFER** sur le territoire la commune de LEDENON ;

VU la visite de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 6 février 2013 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2013 ;

CONSIDÉRANT que cette inspection a révélé que des déchets sont gérés contrairement aux prescriptions imposées par le code de l'environnement et les règlements pris pour son application ;

CONSIDÉRANT que les écarts constatés sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les installations doivent être conformes aux dispositions réglementaires applicables ;

CONSIDÉRANT que, devant cette situation et suivant les prescriptions des articles L.514-1 et L.541-3 du code de l'environnement, la **SAS PURFER** doit être mise en demeure de satisfaire aux conditions édictées par les règlements en vigueur ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1.

La **SAS PURFER**, dont le siège social se trouve RD 147 - Quartier de la Gare - 69780 SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU, est mise en demeure, pour son activité de transit, de regroupement et de tri de batteries et de métaux, d'alliages et de déchets de métaux, ainsi que d'exploitation d'un centre de traitement et de broyage de véhicules hors d'usage (VHU), sur le territoire de la commune de LEDENON - Gare de LEDENON, de se conformer immédiatement aux dispositions des articles mentionnés ci-dessous de l'arrêté préfectoral n°12.091N du 20 juillet 2012 autorisant cette activité:

a) Article 3.5.3 (contrôle des véhicules)

- *« Les véhicules destinés à la destruction, entrant sur le dépôt, sont enregistrés sur un registre spécial tenu à cet effet qui mentionne, notamment :*
 - *la date d'entrée,*
 - *la marque, type, n° de série, numéro d'immatriculation, carte grise, propriétaire, etc...,*
 - *la date de destruction.*

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée de 2 ans. »

b) Article 3.8.4 « Matières sortantes de l'installation. »

- *« L'exploitant organise la gestion des matières sortantes dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination sont exploitées conformément à la réglementation en vigueur. »*

c) Article 3.8.5 Registre des déchets sortants.

- *« L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation.*
- *Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :*
 - *la date de l'expédition,*
 - *le nom et l'adresse du repreneur,*
 - *la nature, la quantité de chaque déchet expédié et le code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R.541-8 du code de l'environnement,*
 - *l'identité du transporteur,*
 - *le numéro d'immatriculation du véhicule,*
 - *le code du traitement qui va être opéré. »*

d) Articles 4.1 et 4.2 Cahier des charges du centre VHU et de l'installation de broyage.

« 1° Le broyeur est tenu de ne prendre en charge que les véhicules hors d'usage qui ont été préalablement traités par un centre VHU agréé. Il est ainsi tenu de refuser tout véhicule hors d'usage pour lequel les opérations prévues à l'annexe I n'ont pas été préalablement réalisées. »

Les autres VHU ne provenant pas de centres VHU agréés, doivent être traités selon les dispositions de l'article 4.1

ARTICLE 2. SANCTIONS

Passé le délai fixé à l'article 1, ci-dessus, les sanctions prévues aux articles L.514-1 et L.541-3 du code de l'environnement seront appliquées.

ARTICLE 3. INFORMATIONS DES TIERS.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la Mairie de LEDENON et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie.

Ce même extrait doit être affiché pendant une durée minimum d'un mois, de façon visible dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 4. COPIES

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Gard, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc-Roussillon, Inspecteur des installations classées et Monsieur le Maire de LEDENON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général



Jean-Philippe d'ISSERNIO

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de NIMES conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (annexe 1).

ANNEXE 1

Article L.514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

(Loi n°2002-276 du 27 février 2002 art. 148 Journal Officiel du 28 février 2002)

(Loi n°2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n°2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)

(Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 art. 34 III Journal Officiel du 9 décembre 2005 en vigueur le 1er juillet 2007)

(Loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)

(Ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 art. 10 et Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 art.211)

I. - Les décisions prises en application des articles L.512-1, L.512-3, L.512-7-3 à L.512-7-5, L.512-8, L.512-12, L.512-13, L.512-20, L.513-1 à L.514-2, L.514-4, du I de l'article L.515-13 et de l'article L.516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - Abrogé

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L.111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R.514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.